



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 8 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERRES CUITES DES RAIRIES

Route de Fougéré
49430 Les Rairies

Références : 2025-169_INSP_RAP_AS_TCR (Usine) – Rairies
Code AIOT : 0006302299

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement TERRES CUITES DES RAIRIES implanté Route de Fougéré 49430 Les Rairies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRES CUITES DES RAIRIES
- Route de Fougéré 49430 Les Rairies
- Code AIOT : 0006302299
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Usine de fabrication de briques, carreaux et plaquettes de parements en terre cuite naturelle ou émaillées pour les façades et les aménagements extérieurs, murs intérieurs et sols. L'entreprise bénéficie du label Entreprise du Patrimoine Vivant (EPV) délivré par la DRAC.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Alimentation en combustibles de la chaufferie	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 8.2.1.2 et 8.2.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Alimentation en combustibles des fours traditionnels	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 8.2.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Rejets de la chaufferie « Biomasse »	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 8.2.1.1	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Rejets des fours	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 8.2.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
8	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
11	Gestion des matières dangereuses	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 7.5	Demande d'action corrective	1 mois
12	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 6.4	Demande d'action corrective	1 mois
14	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 6.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
17	AR1 – Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Demande d'action corrective	1 mois
18	AR1 – Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Demande d'action corrective	1 mois
21	AR1 – Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
22	AR1 – État général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 1	Sans objet
2	Rejet d'eau de l'atelier d'émaillage	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 7.4.3	Sans objet
5	Fréquence des contrôles des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 8.4.2	Sans objet
10	Formation	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 6.7	Sans objet
15	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 6.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
16	AR1 – Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Sans objet
19	AR1 – Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Sans objet
20	AR1 – Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection s'est inscrite au titre du suivi de cet établissement, de l'instruction du porter à connaissances transmis au préfet pour modifier les conditions actuelles d'exploitation et de l'action régionale de contrôles des installations électriques. Les points de contrôle, nombreux, laissent apparaître une nette amélioration de la prise en compte des questions environnementales et de sécurité liée à une amélioration de la conjoncture économique et à l'implication de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des conditions d'exploitation
Prescription contrôlée – Les activités du tableau de classement ont été balayées.
<p>Constats – Pour acter les extensions envisagées de ses installations, l'exploitant a présenté, le 17/01/2025, un porter à connaissance (PAC), qui propose la mise à jour de sa situation administrative et justifie le caractère notable et non substantiel des modifications envisagées.</p> <p>Après analyse, l'inspection des installations classées a déclaré le dossier insuffisant et devant être repris dans son intégralité tant les manquements sont importants. A ce stade, le caractère non substantiel de la demande n'est pas mis en cause mais le bureau d'études, rédacteur du PAC, est incapable de justifier, pour chaque incidence environnementale, l'absence d'évolution substantielle ou le prise en compte effective de l'impact dans le règlement actuel de l'établissement.</p> <p>L'analyse de ce PAC, transmis le 14/02/2025, a largement été abordée en séance.</p> <p>Les principales évolutions du classement de l'usine, liées à l'exploitant ou au législateur, concernent :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ rubrique 2523 – La capacité de cuisson va passer de 40 t/j autorisée à près de 42,85 t/j au bénéfice de remplacement de matériel et de renforcement de la capacité de production – Toutefois, un point d'attention à porter sur la consommation argiles 12 000 t/an annoncées en 2003 à 20 000 t/an actuellement ;➤ rubrique 2515-1a) – La puissance réelle installée inchangée depuis 2003 est de 150,5 kW soit un classement actuel D à retenir ;➤ rubrique 2910-B1 (déchets de bois b) v)) – La puissance thermique de la chaufferie depuis sa construction est de 1,8 MW alors que l'AP de 2003 relevait 300 kW (erreur d'écriture) ;➤ rubrique 2260 – Les évolutions de la nomenclature ont conduit à son déclassement ;➤ rubrique 2570 – 3 cabines d'émaillage et 5 postes manuels avec une consommation de 18 t/an en 260 j/an, soit une consommation moyenne de 69 kg/j, à vérifier que la consommation maximale ne dépasse pas le seuil de 100 kg/j qui classe l'activité sous le régime de la déclaration. <p>Il a été demandé à l'exploitant de reprendre son PAC en vérifiant le classement futur de ses activités et en justifiant de la maîtrise et de l'acceptabilité de ses impacts comme de ses risques en référence à la réglementation actuelle, à son environnement et à son autorisation initiale, afin de justifier du caractère seulement notable de ses demandes.</p> <p>Au-delà des modifications prévues dans le PAC présenté, l'exploitant a fait part de plusieurs projets de moyens-longs termes, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ La mise en service d'une plate-forme de stockage des matériaux inertes (dossier d'enregistrement déposé le 12/03/2025 à l'instruction) qui, associée aux trémies en cours de construction dans l'usine, va permettre de réguler les apports de matières premières tout en évitant les stockages dans l'usine et les pics saisonniers de circulation des poids-lourds ;➤ La suppression de la chaudière bois au bénéfice d'une récupération de la chaleur fatale des fours à gaz ;➤ Le remplacement d'un tunnel de séchage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejet d'eau de l'atelier d'émaillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 7.4.3

Thème(s) : Risques Chroniques, Rejet d'eau de l'atelier d'émaillage
Prescription contrôlée – Les installations sont conçues et exploitées de façon à n'entraîner aucun rejet d'eaux industrielles. En particulier, les eaux de l'atelier d'émaillage sont recyclées dans le procédé de fabrication.
<p>Retour sur la visite du 05/10/2017 (réponse du 05/10/2017) – Contrairement à la prescription visée, les eaux de lavage des équipements de l'atelier d'émaillage sont rejetées après un traitement par floculation. Ce rejet ne fait l'objet d'aucune surveillance et le milieu récepteur n'a pas été évalué.</p> <p>A la demande de correction de cet écart, l'exploitant s'est engagé à supprimer ce rejet dès l'aboutissement de l'étude de faisabilité engagé en 2017 (rendue le 25/10/2017).</p> <p>Constats – L'atelier d'émaillage est en circuit fermé (zéro rejet). Le surnageant, récupéré par surverse du bac à boues, est intégralement recyclé pour le nettoyage des machines.</p> <p>Actuellement, les boues de décantation de ces effluents sont reprises par la société SOLITOP qui les élimine en tant que déchets dangereux qui ont représenté 40 t/2022, 60 t/2023, 64 t/2024 et 10 t/2025 (début) pour un coût pouvant dépasser les 30 k€/an.</p> <p>Pour la fin de l'année 2025, l'exploitant prévoit d'intégrer ces fines d'argiles dans ses matières premières à hauteur de 0,01 %, les études menées ayant conclu à la faisabilité de cette valorisation.</p> <p>La valorisation « matière » des boues d'émaillage piégées dans les argiles des produits fabriqués est une bonne pratique qui va éviter la production de déchets dangereux et la diffusion de polluants dans les réseaux et le milieu naturel (à valoriser en pages 76 et 77 du PAC).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Alimentation en combustibles de la chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, articles 8.2.1.2 et 8.2.1.3
Thème(s) : Risques Chroniques, Caractérisation des combustibles
<p>Prescription contrôlée – Art. 8.2.1.2 – Le combustible (de la chaufferie bois) est constitué de bois et déchets de bois provenant de l'industrie de l'ameublement non imprégnés ni peints ni revêtus. Ces déchets doivent en outre être exempts de métaux et de composés halogénés.</p> <p>Art. 8.2.1.3 – Avant acceptation des déchets de bois constitués de panneaux de particules, l'exploitant doit disposer d'analyses effectuées sur un échantillon représentatif de ces déchets prouvant l'absence de métaux et de composés halogènes. Les réceptions suivantes de lots de déchets provenant du même producteur et issu du même procédé sont dispensées de ces analyses sous réserve que des garanties soient données par le producteur quant à la stabilité de leur composition chimique. Les résultats des analyses du premier échantillon sont communiqués à l'inspection des installations classées. Les résultats des analyses suivantes et pièces justificatives de la stabilité chimique sont tenus à sa disposition pendant 3 ans.</p>
<p>Retour sur la visite du 05/10/2017 (réponse du 05/10/2017) – L'exploitant indique avoir un fournisseur unique de déchets de bois utilisés dans la chaudière qui atteste de la stabilité de ses approvisionnements en volume comme en qualité. Sur ce dernier aspect, l'exploitant a présenté un bordereau d'analyses datant de plusieurs années (2010) mais déclare que ces dernières sont périodiquement réactualisées.</p> <p><u>L'inspection des installations classées a rappelé</u> à l'exploitant la nécessité d'être en mesure de justifier, en toutes circonstances, de la qualité des déchets de bois utilisés dans la chaudière « biomasse ».</p> <p><u>L'exploitant a sollicité</u> son fournisseur, la société SOGAL, afin de disposer des fiches FDES et environnementales relatives à la qualité des déchets de panneaux de particules utilisés comme combustibles (Vu courriel du 26/02/2025 adressé à SOGAL).</p> <p>Constats – En premier lieu, l'inspection a rappelé que les justificatifs attendus doivent être à la disposition de l'exploitant pour lui permettre de s'assurer que les livraisons de combustibles répondent aux prescriptions de son arrêté et que la pratique qui consiste seulement à les</p>

demander à l'occasion d'une inspection ne répond par à l'arrêté référencé.

En second lieu, l'exploitant doit mettre en place un plan de surveillance de la qualité de ces déchets et disposer d'analyses qui répondent aux contraintes de la prescription visée (absence de métaux et de composés halogénés, stabilité des déchets...). Le nombre d'analyses à envisager dépend du nombre de fournisseurs et de l'historique des données compilées depuis l'utilisation de ces déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre son plan de surveillance des combustibles utilisés dans la chaudière bois, les résultats des analyses réalisés sur ces déchets ainsi que tous les justificatifs utiles pour vérifier la qualité de ces « biomasses ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'information à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Alimentation en combustibles des fours traditionnels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 8.2.2.2

Thème(s) : Risques Chroniques, Caractérisation des déchets de bois

Prescription contrôlée – Le combustible des fours F1 à F4 est constitué de bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures ou de chutes issues de l'industrie du bois de sa transformation ou de son artisanat à l'exclusion de ceux imprégnés ou peints ou revêtus ou constitués d'agglomérés.

Retour sur les visites des 22/05/2012 et 05/10/2017 (réponse du 05/10/2017) – En 2012, l'inspection a rappelé que les déchets de bois constitués d'agglomérés ne peuvent pas être utilisés comme combustible dans les fours F1 à F4 (fours traditionnels à bois) et qu'il appartient à l'exploitant de se mettre en conformité. L'écart à cette disposition, prescrite depuis 2003, n'était toujours pas levée en 2017.

Dans sa réponse, l'exploitant a déclaré que ce combustible a toujours été utilisé dans les fours traditionnels, en particulier le broyeur est dimensionné pour préparer les agglomérés et non les bois bruts.

Constats – L'établissement dispose de 4 fours dits « traditionnels », alimentés en combustibles biomasse, à fonctionnement intermittent dont le cycle de cuisson (chargement, montée en température, cuisson puis déchargement) est de l'ordre de la semaine. L'établissement a une capacité d'environ 100 fournées/an, actuellement 50 sont effectivement réalisées.

Le fonctionnement par fournée et l'utilisation de « biomasse » donnent aux produits finis des aspects très variés, éloignés des présentations standardisées et homogènes obtenues avec des fours à flux continu et alimentés par des combustibles plus constants comme le gaz. Les effets obtenus sont prisés des donneurs d'ordres, des architectes et décorateurs clients de l'entreprise, et lui valent la distinction d'Entreprise du Patrimoine Vivant (EPV), un label délivré par la DRAC pour une durée de 5 ans, renouvelé le 31/03/2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- procéder à un screening des rejets des fours à bois en procédant à des analyses des paramètres suivis dans les rejets de la chaufferie biomasse ;
- d'évaluer les niveaux d'émissions des fours en concentrations et en flux (par fournées et annuels) en tenant des régimes de montée et de descente de température ;
- de proposer des mesures de réduction des émissions ;
- de porter du préfet les propositions de maîtrise des émissions ou le changement de combustible.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Fréquence des contrôles des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 8.4.2
Thème(s) : Risques Chroniques, Contrôles des rejets atmosphériques – Fréquence
<p>Prescription contrôlée – L'exploitant fait procéder à une campagne de mesures de la pollution atmosphérique rejetée par les cheminées des fours FI à F4, F5 et de la chaudière à déchets de bois. Ces contrôles (prélèvements et analyses) seront réalisés par un laboratoire agréé [...].</p> <p>Ces mesures sont réalisées tous les ans [...]</p>
<p>Retour sur les visites des 22/05/2012 et 05/10/2017 (réponse du 05/10/2017) – Les constats laissaient apparaître que la périodicité annuelle des contrôles des émissions atmosphériques n'était pas respectée.</p> <p>Constats – L'historique des mesures de rejets atmosphériques rend compte de transmissions irrégulières des rapports des rejets atmosphériques jusqu'en 2021.</p> <p>Depuis les contrôles de la chaudière biomasse et des fours (bois, gaz et tunnel) ont été rapportés dans les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour l'année 2023 – GINGER LECES rapports 8220672 du 23/05/2023 ; ➤ Pour l'année 2024 – BV rapport 126882019.2.R du 08/03/2025. <p>Depuis 2023, la fréquence d'exécution des contrôles des rejets atmosphériques est annuelle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets de la chaufferie « Biomasse »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 8.2.1.1
Thème(s) : Risques Chroniques, Rejets de la chaufferie bois
<p>Prescription contrôlée – Les rejets atmosphériques de la chaufferie utilisant des déchets de bois constitués de panneaux de particules agglomérées respectent les conditions fixées ci-après [...]</p>
<p>Retour sur les visites des 22/05/2012 et 05/10/2017 (réponse du 05/10/2017) – En 2012, l'inspection observe la mise en place d'un cône d'éjection pour respecter la vitesse d'éjection de 8 m/s et une meilleure sélection des déchets visant à réduire les émissions de COV afin de respecter la valeur de l'arrêté de 50 mg/Nm³. Par contre, sont constatés des dépassements en NO_x et en HAP pour lesquels l'inspection a demandé la transmission de commentaires et la réalisation de mesures correctives prévues pour traiter les dépassements relevés. En 2017, en l'absence de ces éléments, cette non-conformité n'a pu être levée.</p> <p>Constats – L'examen des rapports de contrôles des émissions 2023 et 2024 montre :</p> <p>Les analyses GINGER LECES, faites en 2023, se réfèrent aux valeurs limites d'émissions de l'AP 2003 et celles de BUREAU VERITAS (BV), réalisées en 2024, sont comparées à l'AP 2003 et à l'AM 2018 (chaufferies biomasse en enregistrement) – Les principales différences entre ces 2 référentiels portent sur les concentrations d'O₂, CO, NO_x, COV, Poussières et métaux totaux.</p> <p>La campagne de mesures 2023 (en référence à l'AP 2003) laisse apparaître 1 dépassement de la concentration des NO_x à hauteur de 627 mg/Nm³ pour une valeur fixée à 500 mg/Nm³.</p> <p>La campagne de mesures 2024 de BV (en références à l'AP 2003 et l'AM 2018) met en évidence 1 dépassement NO_x au double de la valeur prescrite quel que soit le référentiel retenu. Des dépassements en poussières et en Pb sont également enregistrés vis-à-vis des valeurs limites de l'AM 2018, alors que ces 2 polluants sont conformes aux critères admis par l'AP de 2003. Pour les</p>

poussières, l'écart s'explique par une concentration rendue plus sévère entre les 2 arrêtés et pour le plomb par une émission en excès mise en évidence par la correction du taux d'O₂.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- poursuivre ses contrôles annuels **comme prescrits par la réglementation selon le référentiel de l'arrêté ministériel du 03/08/2018**, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées. En effet, cet arrêté, modifié en dernier le 08/12/2022, est applicable à la chaufferie de l'établissement qui relève de la rubrique 2910 B ;
- compléter les paramètres surveiller par le HCl (VLE de 30 mg/Nm³) et le HF (VLE de 25 mg/Nm³) conformément aux dispositions de l'article 62. III de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 cité ;
- résorber les dépassements des Valeurs Limites d'Emissions (VLE) observées pour les paramètres NO_x, Pb et Poussières en proposant les mesures techniques adaptées au retour à la conformité des rejets de la chaudière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Rejets des fours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 8.2.2.1

Thème(s) : Risques Chroniques, Rejets des fours

Prescription contrôlée – Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère, comprenant notamment les fumées du four tunnel au gaz, des séchoirs et des fours traditionnels à bois respectent des valeurs limites de 150 mg/Nm³ pour les poussières et de 5 mg/Nm³ pour le HF.

Retour sur les visites des 22/05/2012 et 05/10/2017 (réponse du 05/10/2017) – En 2012, l'inspection relève des dépassements importants des émissions de HF pour les fours à bois et, dans une moindre proportion, pour le four tunnel.

Début 2017, l'inspection a fait engager une procédure de contrôles inopinés des émissions, revu en contrôle programmé pour les fours traditionnels en raison de leur faible taux d'emploi, avec un rythme d'utilisation d'une cuisson toutes les 4 à 5 semaines, soit 10 cuissons/an.

Constats – Pour les 2 dernières années de contrôles prises en compte, 2023 et 2024, les rejets des fours à gaz (Ceramiflor) et du four tunnel sont conformes à la prescription.

Concernant les fours à bois, les émissions de poussières respecte la valeur limite d'émission (VLE) prescrite contrairement au HF (fluor) qui présente parfois des concentrations très importantes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se mettre en conformité pour ses rejets de fluor.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 10

Thème(s) : Risques Chroniques, Gestion des déchets

Prescription contrôlée – Les déchets et les sous-produits d'exploitation non recyclés ou valorisés

sont éliminés dans des installations autorisées conformément au titre 1er du livre V du Code de l'environnement dans des conditions propres à éviter de porter atteinte à la santé publique et à l'environnement. [...]

Constats – Le PAC en cours d’instruction prévoit la construction d’une déchetterie interne à l’établissement (Vu le chantier) qui va permettre de regrouper sur un espace dédié, dans des bennes spécialisées, les différentes catégories de déchets. La visite a montré la présence actuelle de déchets en limite de propriété (bennes de déchets combustibles et stocks de palettes), à proximité immédiate de la forêt, présentant des risques d’incendie élevés en période sèche. Cette construction est favorable à une bonne gestion des déchets.

Les productions génèrent près de 2 000 t/an de déchets secs intégralement recyclés (aménagements paysagers...) et des déchets crus (verts) dont près de 400 t/an vont en carrière pour leur réaménagement et une partie est directement recyclée dans les mouleuses.

Le projet de modernisation de l’atelier d’émaillage (présenté au point de contrôle n° 2) va supprimer la production des boues de décantation jusqu’ici éliminées en tant que déchets dangereux.

L’exploitant a déclaré éliminer 7 à 9 t/an de chaux polluées (utilisées dans le dépoussiéreur pour le traitement des fumées) qui sont prises en charge par CHIMIREC.

Les cendres (chaudière et fours à bois) sont stockées dans la carrière de « Bellegarde » sans caractérisation préalable.

Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat – L’inspection des installations classées demande à l’exploitant de caractériser les cendres de la chaudière et des fours à bois, éliminées dans la carrière de « Bellegarde ». Les paramètres à mesurer sont ceux visés à l’annexe II § G2 de l’arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l’enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées.

A l’issue de cette caractérisation, il appartiendra à l’exploitant de proposer une surveillance des cendres en fonction de la filière d’élimination retenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande information à l’exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores

Prescription contrôlée – Art. 9.2 – Les bruits émis par les installations respectent les niveaux limites d’emergences prescrits dans les zones à émergences réglementées par l’arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Art. 9.3 – En aucun cas, les niveaux sonores en limites de propriété n’excèdent, du fait de l’établissement, les limites fixées ci-après [...]

Art. 9.4 – [...] l’exploitant fait procéder, par un organisme extérieur, à une campagne de mesures des niveaux sonores représentatifs de l’activité du site à vérifier le respect des limites imposées [...] tous les 3 ans.

Retour sur la visite du 05/10/2017 (réponse du 26/10/2017) – Les campagnes de mesures réalisées en 2010 et 2012 ont rendu compte de dépassements des émergences comme des niveaux sonores en limites de propriété en période nocturne. L’inspection des installations classées a demandé l’exécution d’un nouveau contrôle après la réalisation de mesures correctives que l’exploitant a indiqué avoir programmé en novembre 2017.

Constats – La briqueterie a été créée en 1910. L’usine bénéficie donc d’un contexte historique

d'une construction à la campagne qui a attiré ses salariés au plus près de leur lieu de travail. Ainsi, son ancienneté et la grande proximité des habitations construites, pour les plus proches, de l'autre côté d'une rue peu passante dans un contexte de bruit résiduel particulièrement bas dans cette zone rurale isolée, met en évidence les émissions sonores de l'établissement.

Ainsi, le PAC (page 83) confirme les dépassements récurrents, relevés au cours de campagnes de mesures effectuées en 2012, 2017 et 2021 (et antérieures) et le projet d'extension des activités de l'établissement est susceptible d'entraîner une augmentation des niveaux sonores avec l'ajout d'équipements potentiellement bruyants dont un convoyeur aérien et 7 fours à gaz.

En outre, l'exploitant ne dispose pas d'un plan d'actions qui montre l'évolution de la situation sur la base d'un reporting des mesures obtenues au fil des campagnes de contrôles et des travaux réalisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui adresser les résultats de la dernière campagne de contrôle des émissions sonores réalisée depuis 2021.

Il est également demandé à l'exploitant de disposer d'un plan d'actions spécifique aux émissions sonores qui évalue les interventions et travaux qui les influencent (par exemple, la prise en compte de cette composante lors du renouvellement des équipements, des travaux d'isolation phonique...) et d'inscrire le projet d'extension dans cette démarche.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 6.7

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel

Prescription contrôlée – L'exploitant veille à la formation et à la qualification de son personnel notamment dans le domaine de la sécurité. Il s'assure que le personnel concerné connaît les risques liés aux produits manipulés, les installations utilisées et les consignes de sécurité et d'exploitation.

Retour sur la visite du 24/03/2021 (réponse du 30/04/2021) – L'inspection a relevé que la dernière formation dans le domaine de la sécurité incendie est portée par une convention de formation intitulée « Lutte contre l'incendie » passée avec la société AFA Formation, d'une durée de 14 heures du 18/01/2017 au 19/01/2017 pour un effectif de 48 personnes. Depuis, les nouveaux arrivants ont semblé être restés sans formation.

A la suite du rappel des obligations de l'article référencé, l'exploitant a transmis plusieurs justificatifs attestant du développement de la formation au sein de l'entreprise, dont le plan de formation 2021 qui trace l'intitulé des stages réalisés et programmés, et le livret d'accueil des nouveaux arrivants dans l'entreprise.

Constats – Le plan de formation présenté rend compte de suivi de stages relatives à la conduite des engins (CACES), incendie, extincteurs et habilitation électriques, d'inscriptions à des formations récentes notamment gaz et gestes qui sauvent. Est également prévue une formation (ou recyclage) de 100 % du personnel sur la manipulation des extincteurs.

En outre, l'exploitant projette de former des formateurs internes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Gestion des matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 7.5

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des matières dangereuses
Prescription contrôlée – Les fluides dangereux sont entreposés dans des capacités de rétention correctement dimensionnées.
<p>Retour sur la visite du 05/10/2017 (réponse du 05/10/2017) – Certains organes de distribution ou de soutirage (robinets, vannes...) des contenants protégés sont en dehors des rétentions et/ou, entraînent, en cas de rupture, avec la puissance du jet émis, la vidange du contenant en dehors de la rétention. Ces organes, qui constituent plus des points de fragilité que les contenants eux-mêmes, doivent intégrer la protection avec un retrait suffisant pour que jet y soit également contenu.</p> <p>Une capacité de rétention est encombrée par une quantité importante d'huile qui ne peut être attribuée à de simples égouttures et la surface des sols autour de la zone de stockage est souillée par des hydrocarbures attestant de déversements accidentels ou de pratiques inadaptées.</p> <p>Dans sa réponse, l'exploitant a prévu de nettoyer la zone de stockage des fluides polluants.</p> <p>Constats – La zone de stockage des fluides d'entretien (huiles...), proche de l'atelier de maintenance, est sous auvent et les contenants sont entreposés sur des bacs de rétention. Les fûts en distribution (munis de robinets) sont protégés par des déflecteurs qui rabattent les jets de fluides à l'intérieur de la capacité de rétention en cas de rupture.</p> <p>L'inspection a rappelé qu'une attention est à porter à l'entretien de capacités de rétention afin qu'elles disposent en permanence du volume maximal disponible.</p> <p>L'exploitant a pré-disposé des extincteurs à proximité immédiate des stockages d'huiles comme moyens d'intervention immédiatement disponibles en cas de sinistre. Ces derniers, placés au pied des stocks d'huiles, sont trop proches de la zone à défendre et inaccessibles en cas de sinistre.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de positionner ses moyens de défense en dehors des zones dangereuses susceptibles d'être touchées en cas de sinistre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Alarme sonore incendie et équipements défense incendie
Prescription contrôlée – L'établissement est équipé d'un système d'alarme sonore incendie qui ne peut être confondu avec d'autres signalisations.
<p>Retour sur la visite du 22/05/2012, 05/10/2017 et 24/03/2021 – L'inspection de 2017 a relevé que cette alarme, déjà demandé en 2012, n'est toujours pas en place malgré les constats et rappels qui ont précisé que les zones à protéger peuvent se restreindre aux zones où le risque incendie est prégnant, notamment les stockages de combustibles de la chaudière, le poste de détente de gaz... Cet écart a de nouveau été relevé en 2021.</p> <p>En 2017, l'exploitant indique avoir engagé l'étude de faisabilité relative à la mise en place de cette alarme. En 2021, les sociétés EUROFEU et APS sont intervenues pour établir le zonage ad-hoc et proposer leurs offres de services (transmises en mai 2021 par les 2 prestataires).</p> <p>Constats – L'exploitant a installé 3 alarmes indépendantes dans 3 zones distinctes dont la fabrication/four tunnel, l'atelier d'émaillage/fours à bois et le local d'échantillonnage/bureaux administratifs. Chacune d'elle dispose de son propre système de sécurité incendie (SSI) et de son report. La sécurité incendie est renforcée par des rondes le week-end.</p> <p>Les dispositifs d'alarme n'ont pas été testés pendant la visite mais l'exploitant a transmis les comptes-rendus de 2 exercices d'évacuation, réalisés les 13/02/25 et 19/02/2025, qui ont permis de</p>

tester les alarmes de la zone chaudière et atelier des émaillés d'améliorer la procédure d'évacuation du personnel.

A date, le déclenchement des alarmes est manuel, l'exploitant estimant que la présence continue de personnel (fonctionnement en 3*8 heures incluant systématiquement 1 salarié formé au fonctionnement de l'alarme incendie) répond à l'objectif de la prescription. Des travaux de raccordement sont encore programmés (société EIB) dans la perspective d'installer un report et un signal lumineux en complément.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées a rappelé que le déclenchement manuel (DM) reste soumis au facteur humain contrairement aux systèmes automatiques dès lors que le matériel de détection et son paramétrage est adapté au contexte du site qu'il protège (encombrement, empoussiérage...).

Un DM nécessite la présence continue de personnels qui ne sera pas assurée en cas de changement de rythme de travail et appelle un délai de détection lié à la périodicité de passage du rondier dans les locaux les moins fréquentés.

Par conséquent, l'inspection demande à l'exploitant d'étudier les évolutions techniques susceptibles d'accroître la réactivité de son dispositif (déclenchement sur détection d'une augmentation de température ou de présence de flammes...) et le report de l'information afin de réduire le délai d'intervention des secours. Les deux dispositifs sont complémentaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'information à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection internes

Prescription contrôlée – [...] Ces équipements comprennent notamment des extincteurs et au moins 2 robinets d'incendie armés (RIA) dans le bâtiment principal abritant le four tunnel à briques [...] La pression minimale de fonctionnement du robinet d'incendie le plus défavorisé ne doit pas être inférieure à 2,5 bars. [...]

Tous les matériels [...] sont correctement entretenus, maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.

Retour sur les visites des 22/05/2012, 05/10/2017 et 24/03/2021 – Les prescriptions référencées ont fait l'objet de contrôles au cours de ces inspections et ont été reconnues conformes au cours de la dernière, même si des améliorations restaient à apporter aux moyens en place ou à leur gestion.

Dans sa réponse du 30/04/2021, l'exploitant a transmis les justificatifs d'entretien et de contrôles des moyens d'intervention en place dont :

- la fiche de contrôle du poteau d'incendie qui conclut à la conformité de l'équipement au 17/10/2017 (débit de 62 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar) ;
- le carnet de vérifications périodiques des extincteurs et des 3 RIA à jour au 10/09/2021 ;
- la facture de remise en état du RIA 3 du 14/09/2020 ;
- la facture de remise en état des RIA 1 et 2 du 02/10/2020 ;
- les plans de zonage et d'implantation des extincteurs.

Constats – En séance, l'exploitant a remis l'historique des vérifications périodiques des moyens de protection contre l'incendie :

- **Pour les extincteurs** → Le certificat de vérification périodique des extincteurs Q4 est établi annuellement. Le dernier, rédigé par EUROFEU le 25/09/2024, rend compte d'une installation conforme ;

- Pour les RIA → Les 3 RIA ont été remis en état en 2020 (devis transmis). Le procès-verbal de contrôle de ces équipements établi par EUROFEU le 18/09/2024 rend compte d'une pression insuffisante à modifier ;
- Pour les exutoires de fumées → Le dernier procès-verbal de contrôle, établi le 27/09/2023, rend compte du bon fonctionnement et d'un bon état visuel des équipements de désenfumage ;

La visite 26/02/2025 a mis en évidence des non-conformités quant au suivi des extincteurs, certains non contrôlés, d'autres accumulant les vignettes de vérifications périodique au fil des années... Pendant la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de corriger les écarts relevés et de s'assurer de la qualité du suivi de ces équipements de sécurité. Dès le 18/03/2025, l'exploitant a adressé un courriel à la société EUROFEU (copie remise à l'inspection) listant les écarts relevés quant à sa prestation (en nombre et en gravité supérieur à ceux relevés pendant l'inspection) lui demandant d'intervenir pour les résorber.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- Veiller à respecter la périodicité annuelle de contrôle des RIA (seul rapport transmis depuis leur remise en état en 2020) et des équipements de désenfumage (dernier contrôle en 2023) ;
- Transmettre le rapport d'intervention justifiant de la résorption des écarts relevés sur les extincteurs (pendant l'inspection et par l'exploitant à l'issue).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 6.5

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection externes

Prescription contrôlée – [...] la défense contre l'incendie est également assurée par au moins un poteau d'incendie conforme à la norme NFS 61 213 et une réserve d'eau de 20 000 m³ respectivement situés à 30 et 300 m de l'entrée du site [...]

Retour sur la visite du 24/03/2021 – L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de confirmer que la réserve, aménagée dans le cadre de l'obtention de l'autorisation de 2003, est conforme au Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) élaboré par le Service Départemental d'Incendie et de Secours du 49 (SDIS 49) approuvé par l'arrêté préfectoral du 12/12/2016.

Constats – En séance, l'exploitant a déclaré que la reconnaissance de la réserve incendie par les SDIS 49 et 72, susceptibles d'intervenir dans l'établissement, est toujours en attente. Le sujet principal reste l'aménagement de l'accès à cette réserve qui se situe au sein d'une zone sensible au titre de l'environnement avec la présence d'une zone humide et d'une ZNIEFF. L'option la plus favorable reste la mise en place d'une bouche de pompage, équipée de raccords normalisés, déportée en bord de voie publique.

Un poteau d'incendie est disponible à proximité de l'établissement, très insuffisant, puisque les besoins en eaux d'extinction semblent avoir été estimés à 6 000 m³ (à dire d'exploitant) qui pourraient être satisfaits par la réserve évoquée dont la capacité est de 20 000 m³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- réévaluer sa stratégie incendie au droit des caractéristiques de son établissement, notamment du faible potentiel calorifique qu'il abrite ;
- affiner l'estimation de ses besoins en eaux d'extinction. En effet, le volume nécessaire peut-

être ajusté par une réduction des surfaces non recoupées, une mise à l'écart des dépôts à forts potentiels calorifiques comme les emballages (effet de distance, murs coupe-feu...) et l'application de la démarche D9 ;

- présenter les conditions de récupération des eaux d'extinction ;
- requérir l'avis des SDIS sur la défense incendie de l'établissement (SDIS).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'information à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article 6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles des installations électriques

Prescription contrôlée – Les installations électriques respectent les dispositions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Les adjonctions, modifications, réparations et entretiens des installations électriques sont exécutés dans les mêmes conditions par un personnel qualifié, avec un matériel approprié.

A l'intérieur des zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, le matériel électrique est réduit au strict besoin de fonctionnement des installations. Il respecte les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980. Ces zones sont repérées sur un plan régulièrement mis à jour [...]

Retour sur la visite du 24/03/2021 (réponse du 30/04/2021) – En 2012, le rapport de contrôles des installations électriques (IE) a fait état de 184 non-conformités ou observations, après les 159 mentionnées dans le rapport de 2009, dont certaines plusieurs fois relevées au cours des années précédentes.

L'étude BV de 2010 (analyse des risques ATEX – définition des zones à risques – examen de la compatibilité des matériels), conduites dans le cadre du recensement des zones ATEX, a mis en évidence la nécessité de mettre en œuvre des dispositions organisationnelles (signalétique adaptée, formation des intervenants en zone ATEX, plan de prévention, EPI...) et matérielles (mise en conformité des matériels en zones ATEX, mise à la terre des équipements). Cette démarche a conclu à la nécessité de mettre en œuvre les recommandations faites, notamment la réalisation de plans des zones ATEX, leur affichage et leur remise au contrôleur des IE.

En 2017, l'examen du rapport de contrôle a laissé apparaître une diminution du nombre d'observations, ramené à 118, et la mise en place d'un suivi de leur résorption. L'accompagnement du contrôleur par le responsable de maintenance (par ailleurs électricien) et l'usage de la thermographie ont été relevés comme de bonnes pratiques. L'inspection a rappelé que le suivi des IE ne devait pas relever de la seule gestion du responsable maintenance et être mieux formalisé au travers d'une hiérarchisation des travaux à exécuter, validée par la direction de l'établissement qui affecte les moyens.

En 2021, L'exploitant a remis le plan d'action « maîtrise du risque incendie », à jour de janvier 2021. L'identification des zones ATEX y figure.

En 2021, l'inspection a soldé les écarts relevés sur les installations électriques.

Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : AR1 – Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A

Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Fréquence

Prescription contrôlée – Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de

manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques (art. R. 4226-14 à 21).

Constats – Les installations électriques sont contrôlées tous les ans (Vu le registre de sécurité). Les rapports de contrôles, les Q 18 et Q 19 des années 2023 et 2024 ont été transmis au cours de cette visite.

- BV 7814968/1.29.1.P du 08/01/2024 – Rapport de vérification électricité visite périodique ;
- BV 7814968/1.30.1.R du 17/01/2025 – Rapport Quadriennal de vérification périodique ;
- BUREAU VERITAS 7814968/1.29.1.Q18 du 22/12/2023 – Compte-rendu Q 18 ;
- BUREAU VERITAS 7814968/1.30.1.Q18 du 19/12/2024 – Compte-rendu Q 18 ;
- EIFFAGE du 09/11/2023 – Compte-rendu Q 19 ;
- EIFFAGE du 06/12/2024 – Compte-rendu Q 19.

Tous ces contrôles sont inscrits dans le registre de sécurité de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : AR1 – Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A

Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention

Prescription contrôlée – Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques (art. R. 4226-14 à 21).

Constats – Les rapports de contrôle mentionnent que les installations vérifiées sont les installations accessibles et présentées en dehors des installations neuves nécessitant une visite initiale. De nombreux locaux et équipements n'ont pas été vérifiés, essentiellement en raison de travaux de modernisation de l'usine, de fait, non raccordés, hors tension ou n'ayant pas fait l'objet d'une visite initiale... Dans une moindre mesure, certains points de contrôles sont déclarés inaccessibles pour cause hors de portée ou étanches

Les rapports de contrôles ne rendent compte d'aucun contrôle réglementaire complémentaire ou d'une justification du caractère superfétatoire de la vérification des locaux et équipements non vérifiés. En l'absence, la vérification des installations électriques n'est pas complète.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de veiller à l'exhaustivité des contrôles des installations électriques ou de justifier les raisons des limites de l'intervention relevées par l'organisme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : AR1 – Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Documentation
<p>Prescription contrôlée – Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques (art. R. 4226-14 à 21).</p>
<p>Constats – Les rapports de contrôles des installations électriques, rédigés par BUREAU VERITAS, relèvent l'absence de disponibilité de l'intégralité des documents listés nécessaires (page 16 des rapports) et un plan de zonage DRPE incomplet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre à disposition du bureau de contrôles l'intégralité des documents nécessaires à la bonne exécution de ses vérifications périodiques. A cette fin, il est nécessaire qu'un échange préalable à l'exécution du contrôle ait lieu entre l'établissement et son prestataire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : AR1 – Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Levée des non-conformités
<p>Prescription contrôlée – A.– Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques (art. R. 4226-14 à 21).</p>
<p>Constats – En séance, l'exploitant a transmis les plans d'actions 2024 et 2025, correspondant aux contrôles conduits en 2023 et 2024, visant à résorber les écarts et observations portés sur les comptes-rendus Q 18 et Q 19.</p> <p>Le plan d'actions 2024 (exercice 223) est intégralement soldé. Celui de l'année 2025 (exercice 2024) est en déploiement en relevant que les non-conformités majeures sont d'ores-et-déjà résorbées (en début janvier 2025) à l'exception d'une (armoire BT du labo) qui, comme certaines observations mineures, nécessite l'arrêt annuel qui aura lieu au mois d'août prochain.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : AR1 – Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Actions régionales, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée – A.– Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]
Constats – L'essentiel des entretiens des installations électriques est déclenché par les différentes vérifications périodiques (Code du travail, Q 18 et Q 19) à la suite de leurs relevés d'écarts et d'observations. Le plan de modernisation de l'établissement, actuellement en cours, contribue à la démarche.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : AR1 – Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Actions régionales, Matériels utilisables en atmosphères explosibles
Prescription contrôlée – Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats – L'exploitant a déclaré avoir supprimé plusieurs zones ATEX, lors de la réalisation de travaux de modernisation de l'usine, dont celles autour de : <ul style="list-style-type: none"> ➤ la conduite d'alimentation en gaz du four tunnel en supprimant les raccords qui ont été remplacés par des soudures ; ➤ tapis de transport avec des modifications en extérieur (réduction des virages et des zones empoussiérés ; ➤ fours à gaz dont les plus vétustes ont été supprimés.
<u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</u> – L'inspection des installations classées demande la transmission du zonage ATEX actualisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 22 : AR1 – Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Actions régionales, État général visuel des installations électriques
Prescription contrôlée – [...] « Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques »
Constats – Certaines installations électriques, vues par sondage, ont révélé un fort empoussiérage, en particulier celles situées à proximité du broyeur de bois. En outre, au moins 1 armoire a été constaté ouverte (clé sur la serrure) sans, a priori, de travaux en cours ou de signalétique le mentionnant. Certaines signalétiques, dont ATEX, sont manquantes.
<u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</u> – L'inspection des installations classées

demande à l'exploitant de veiller au dépoussiérage aussi fréquent que nécessaire des installations électriques, à la fermeture des armoires et à la signalétique adaptée des zones de travail, notamment ATEX.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois